

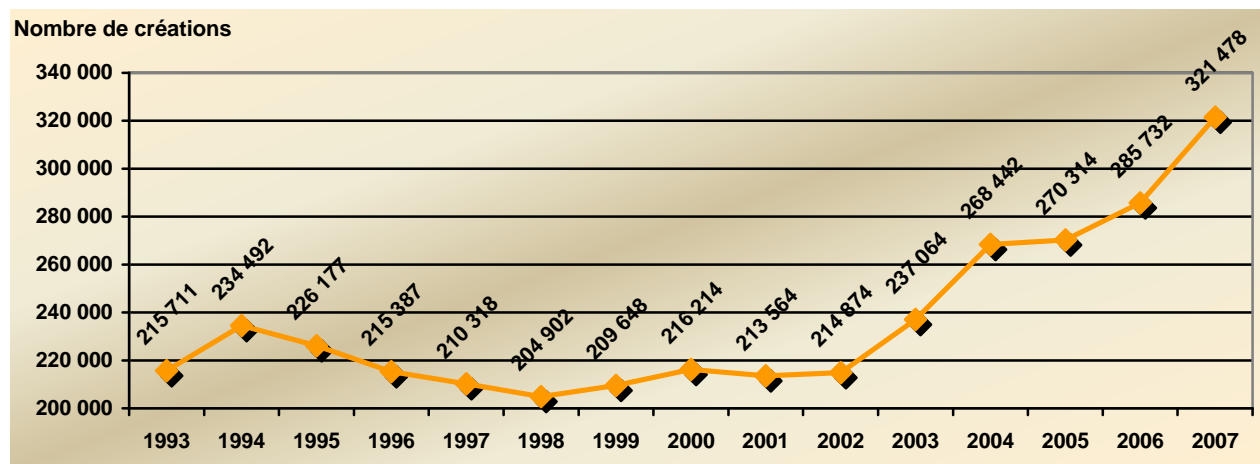


**LA CREATION D'ENTREPRISE EN 2007
EN FRANCE**
Quelles caractéristiques ? Quelles évolutions ?

1- 321 500 créations d'entreprises en France en 2007

En matière de création d'entreprise, l'année 2007 a battu un nouveau record avec 321 478 nouvelles entités recensées. Depuis 1993, jamais le nombre de nouvelles entreprises n'avait été aussi important.

Nombre de créations d'entreprises enregistrées entre 1993 et 2007 (nouveau concept) *



Après plusieurs années de stabilisation, voire de diminution du nombre de créations d'entreprises, l'année 2003 marque un tournant avec l'amorce d'une très forte croissance. Ainsi, entre 2002 et 2007, le nombre d'entreprises a augmenté de 50 %. L'année 2007 prolonge donc une période très favorable pour la création d'entreprise avec une hausse de 12,5 % au regard de l'année précédente.

La création d'entreprise a bénéficié des nouvelles mesures mises en place dans le cadre de la loi pour l'initiative économique (2003) dont le but est de favoriser la création, le développement et la transmission d'entreprise.

Par ailleurs, la forte croissance observée depuis 2003 résulte également d'une augmentation importante de demandeurs d'emploi créateurs. Selon les chiffres de la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques), le nombre de créateurs bénéficiaires de l'Accre s'est accru de 229 % entre 2002 et 2007. Toutefois, l'engouement pour la création d'entreprise sur cette période concerne l'ensemble des catégories de la population active (salariés, demandeurs d'emploi, inactifs...) qui ont toutes participé à la croissance observée depuis 2003, bien que dans des proportions différentes.

* Voir note méthodologique en fin de document.

2- Entre 2006 et 2007, tous les secteurs d'activité ont enregistré une hausse de la création

Les nouvelles entreprises de 2007 sont très présentes dans les activités de type commerce (39 % des créations) et dans les activités de type services (39 %). Par ailleurs, plus de la moitié des créations d'entreprises sont concentrées dans trois secteurs d'activité : les services aux entreprises (21 % des créations), la construction (17 %) et le commerce de détail (15 %).

★ Evolution entre 2006 et 2007

Entre 2007 et 2006, tous les secteurs d'activité ont enregistré une hausse conséquente du nombre de créations d'entreprises, mais cinq secteurs se démarquent par une évolution nettement supérieure aux autres (+ 44 à + 22 %) :

- le courtage dans lequel les intermédiaires non spécialisés du commerce enregistrent une très forte hausse (+ 65 %),
- les services personnels (secteur essentiellement composé des activités de coiffure, d'esthétique et d'autres soins du corps) : à noter, les activités de soins corporels (salles de sauna, de musculation...) ont connu une très forte hausse (+ 36 %),
- le commerce de bouche et notamment les activités artisanales (30 à 34 %) : charcuteries, boulangeries/pâtisseries et pâtisseries (évolution récente pour cette dernière activité),
- les transports : la croissance de ce secteur concerne notamment les taxis (+ 27 %), les transports routiers de voyageurs (+ 22 %) et les transports de marchandise interurbains (+ 42 %),
- la réparation et le commerce automobile.

Ces secteurs qui représentent une faible part des créations d'entreprises (14 %) enregistraient une évolution peu favorable depuis 1993, à l'exception des services personnels. D'ailleurs, durant les cinq années qui viennent de s'écouler, leur taux de création* (nombre de créations au regard du stock des entreprises) comptait parmi les moins importants, à l'exception du courtage (de 25 à 37 %).

★ La création par secteurs des cinq dernières années

Le cumul des créations d'entreprises de ces cinq dernières années (2003 à 2007) met en avant quatre secteurs dont le taux de création est élevé : l'immobilier (104 %), les services aux entreprises (68 % dont 101 % pour les activités informatiques et de télécommunication), la construction (67 %) et l'éducation (66 %). Ces quatre secteurs s'inscrivent dans une tendance à la hausse du nombre de créations depuis 1993, tendance plus favorable que celle observée pour l'ensemble des secteurs d'activité.

Bien que toujours en hausse entre 2006 et 2007, ces secteurs d'activité connaissent une évolution proche de celle de l'ensemble des secteurs d'activité, à l'exception de l'immobilier dont le nombre est resté stable sur cette même période.

* Voir note méthodologique en fin de document

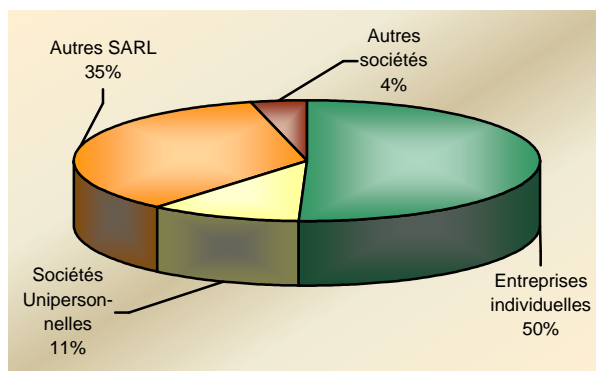
La création dans les secteurs d'activité en 2007

Secteurs d'activité	Nombre de créations en 2007	Evolution du nombre de créations entre 2006 et 2007	Evolution du nombre de créations entre 2002 et 2006
Activités de type secondaire	70 809	+ 12,5 %	+ 37,8 %
Industrie	15 312	+ 15,3 %	+ 9,8 %
Construction	55 497	+ 11,4 %	+ 47,8 %
Activités de type commerce	123 952	+ 11,7 %	+ 36,2 %
Commerce de détail	49 493	+ 10,9 %	+ 35,8 %
Commerce de gros	11 354	+ 5,7 %	+ 3,4 %
Commerce de bouche	3 314	+ 23,7 %	+ 45,2 %
Immobilier	19 805	+ 2,9 %	+ 76,9 %
Hôtels, cafés et restaurants	18 110	+ 13,2 %	+ 15,7 %
Services personnels	14 891	+ 24,2 %	+ 70,0 %
Vente et réparation automobile	6 985	+ 21,8 %	+ 23,0 %
Activités de type services	126 707	+ 13,4 %	+ 27,4 %
Courtage	10 693	+ 44,3 %	+ 13,4 %
Transports	7 706	+ 23,0 %	+ 10,6 %
Services aux entreprises	67 888	+ 9,1 %	+ 38,9 %
Education	5 459	+ 12,2 %	+ 26,2 %
Activités récréatives, culturelles et sportives	10 106	+ 6,7 %	+ 2,5 %
Santé	19 689	+ 16,2 %	+ 11,7 %
Activités financières	5 045	+ 14,3 %	+ 47,4 %
Ensemble des secteurs	321 478	+ 12,5 %	+ 33,0 %

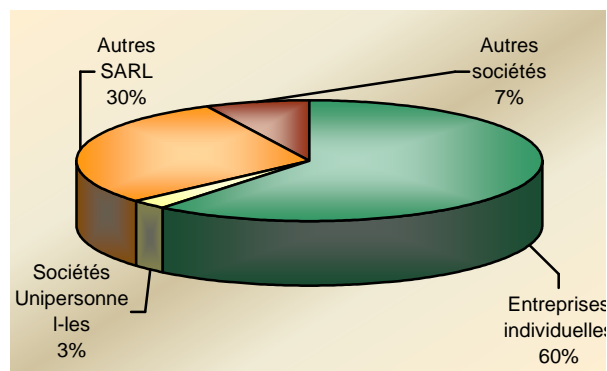
3- Des immatriculations sous forme de société de plus en plus nombreuses

En 2007, les immatriculations sous forme de société représentent la moitié des créations. Depuis 1993 leur nombre a considérablement évolué puisqu'elles ne représentaient que 40 % des créations d'entreprises.

Nature juridique des créations en 2007



Nature juridique des créations en 1993



La diminution des immatriculations sous forme d'entreprises individuelles se fait principalement en faveur des sociétés unipersonnelles. Les sociétés anonymes sont bien moins nombreuses au sein des sociétés au profit d'une forme juridique moins complexe, les SAS (sociétés par actions simplifiées).

La création par nature juridique en 2006

Nature juridique	Nombre de créations en 2007	Evolution du nombre de créations entre 2006 et 2007
Entreprises individuelles	162 290	+ 9,5 %
Sociétés	159 188	+ 15,6 %
SARL	145 515	+ 16,3 %
<i>Dont EURL</i>	<i>33 188</i>	<i>+ 28,9 %</i>
SAS	7 082	+ 18,0 %
<i>Dont SASU</i>	<i>1 188</i>	<i>+ 43,0 %</i>
SA	516	+ 2,0 %
Autres sociétés	6 075	+ 4,2 %
Ensembles	321 478	+ 12,5 %

Entre 2006 et 2007, les immatriculations sous forme de société ont connu une augmentation plus importante que celles sous forme d'entreprise individuelle (+ 16 contre + 9,5 %).

Depuis de nombreuses années, les sociétés connaissent une croissance plus favorable que les entreprises individuelles : sur ces cinq dernières années, le nombre de créations de sociétés s'est accru de 72 % tandis que celui des entreprises individuelles a augmenté de 32 %. Ces profondes différences d'évolution du nombre de créations depuis 1993 sont à l'origine de la modification de structure des immatriculations.

La croissance plus marquée des sociétés entre 2006 et 2007 est principalement le fait des sociétés unipersonnelles (SASU et EURL). Le nombre de créations sous cette forme juridique ne cesse de s'accroître depuis de nombreuses années. D'ailleurs, entre 2002 et 2007, le nombre d'immatriculations sous cette forme juridique a quasiment triplé : (+ 192 % pour les EURL et + 178 % pour les SASU).

4- Les régions et les départements

★ La situation entre 2006 et 2007

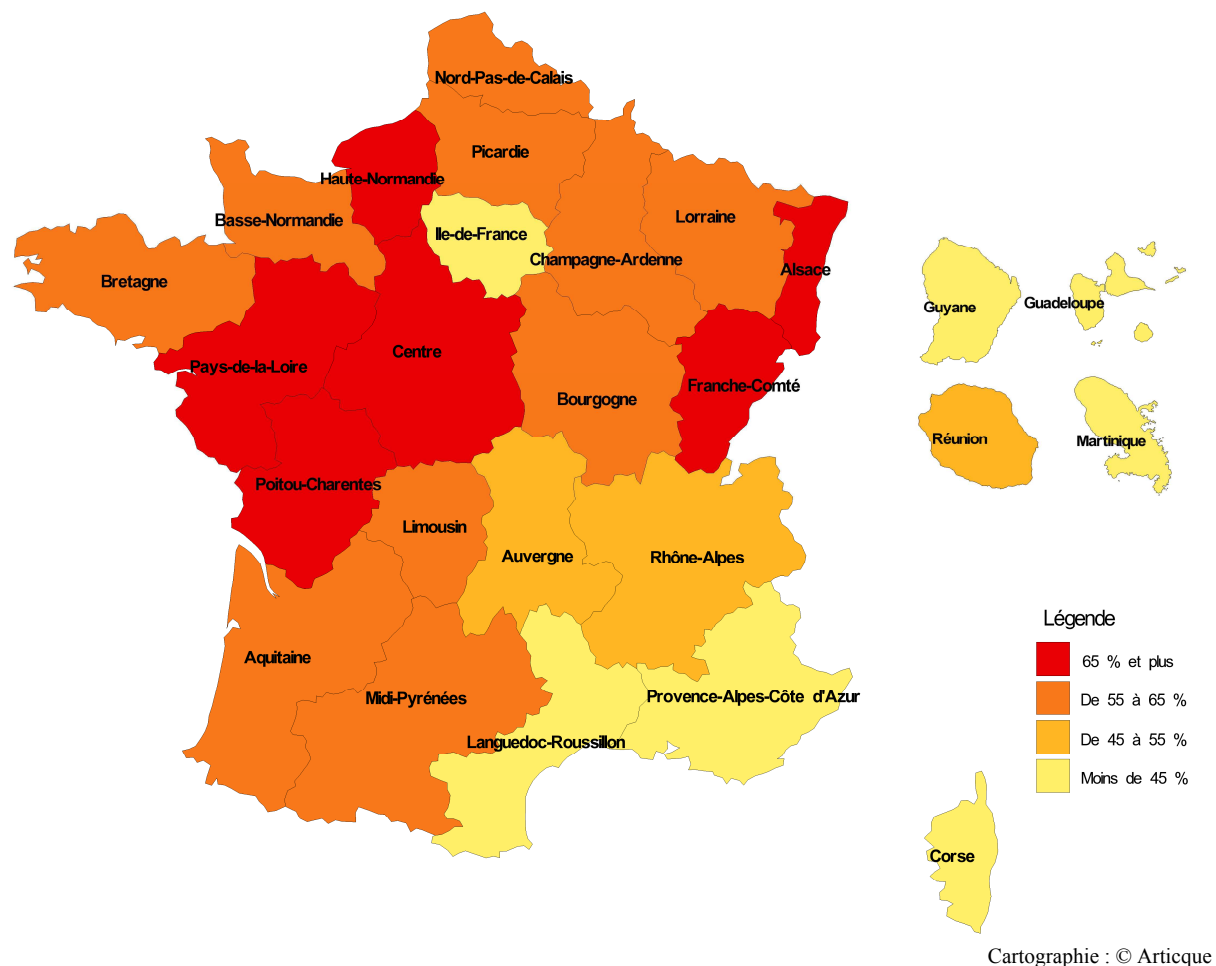
La croissance du nombre de créations d'entreprises observée entre 2006 et 2007 concerne l'ensemble des régions et des départements de France (à l'exception de l'Allier, du Cantal, de la Charente, de la Guadeloupe et de l'Orne dont le nombre est resté quasiment stable).

Sur cette période, sept régions se distinguent par une hausse plus importante du nombre de créations : Alsace (+ 21 %), Lorraine et Pays-de-la-Loire (+ 17 %), Haute-Normandie, Midi-Pyrénées, Franche-Comté et Rhône-Alpes (+ 16 %). Ces régions comptaient déjà parmi celles qui enregistraient la plus forte croissance entre 2002 et 2006 (+ 50 à + 34 %).

Cette constatation est également valable pour les départements. Le plus souvent, ceux qui enregistrent les plus fortes hausses entre 2006 et 2007 (de + 16 à + 27 %) enregistraient

également celles où l'évolution entre 2002 et 2007 est la plus élevée : Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse, La Réunion et Guadeloupe. Inversement, les régions où le taux de création est le plus haut comptent parmi celles qui enregistrent l'évolution du nombre de créations la moins forte sur la même période : Alsace, Haute-Normandie, Poitou-Charentes, Franche-Comté, Centre, Bretagne, Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne et Limousin.

Evolution du nombre de créations d'entreprises par régions entre 2002 et 2007



On retrouve des tendances identiques pour les départements de France qui ont enregistré les augmentations les moins importantes (Paris, Hautes-Alpes, Bouches-du-Rhône, Var et Alpes-de-Haute-Provence) mais également parmi les départements qui recensent les croissances les plus élevées (de + 91 à + 64 %) : Eure-et-Loir, Eure, Haut-Rhin, Indre, Haute-Saône, Loir-et-Cher, Bas-Rhin...

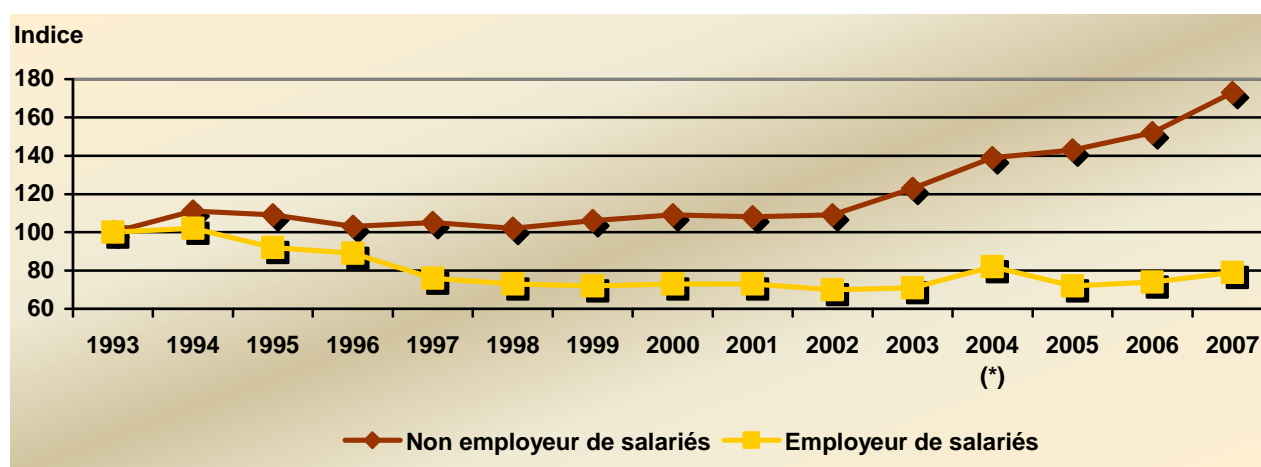
Les départements qui ont connu l'évolution la moins importante sur ces cinq dernières années, à l'exception du Cantal et de Paris, ont enregistré une augmentation de la création entre 1993 et 2002 (de + 5 à + 32 %), alors que le nombre de créations est resté stable sur cette période (- 0,4 %) pour l'ensemble des départements de France.

5- L'emploi salarié et non salarié généré par les nouvelles entreprises

★ Quelle évolution pour les entreprises employant des salariés ?

En 2007, les nouvelles entreprises employant des salariés représentent 13 % des créations de l'année. La part de ces entreprises n'a cessé de diminuer au fil des années : 25 % des entreprises créées en 1993 employaient des salariés au démarrage de l'activité et 17 % des entreprises créées en 2002. Il faut certainement voir ici un lien avec la volonté de plus en plus affirmée par les nouveaux dirigeants d'assurer avant tout leur propre emploi.

Evolution du nombre de créations d'entreprises entre 1993 et 2007 (indice base 100 en 1993) selon l'emploi de salariés au démarrage de l'activité



(*) Les indices de l'année 2004 sont légèrement biaisés par un fort taux de non réponses concernant la variable relative à l'emploi de salariés au démarrage de l'activité (18 % des créations). Ce taux est également élevé en 2005 (9 %), mais génère certainement un biais moins important.

Entre 2006 et 2007, la création d'entreprise n'employant pas de salariés a davantage augmenté que pour les entreprises en employant (+ 13,5 contre + 6,5 %). Cette tendance s'observe depuis de nombreuses années. Ainsi entre 1993 et 2002, les entreprises n'employant pas de salariés ont augmenté de 9 % tandis que celles en employant au moins un ont vu leur nombre diminuer (- 30 %). De plus, entre 2002 et 2006, ces dernières ont augmenté de 5 % tandis que celles qui n'en pas emploient ont vu leur nombre s'accroître de 39 %.

★ Estimation de l'emploi généré par les nouvelles entreprises*

L'emploi de salariés est peu fréquent au démarrage de l'activité des nouvelles entreprises. Toutefois, la création d'entreprise génère l'emploi du dirigeant et des éventuels associés, mais également des emplois non salariés tels que les aides familiaux qui comptent également le conjoint.

On estime ainsi que 505 000 emplois salariés ou non salariés ont été générés par les créations de l'année 2007 au moment de leur démarrage. Parmi ces emplois, on estime à 109 000 le nombre d'emplois salariés créés.

* Voir note méthodologique en fin de document.

L'emploi salarié et l'emploi occupé estimé pour les jeunes entreprises

	Entreprises créées en 2007 : situation au démarrage	Entreprises créées en 2007 et pérennes à trois ans : situation trois ans après la création (en 2010)	Entreprises âgées au plus de 5 ans en 2007 : entreprises créées entre 2002 et 2007 et toujours pérennes en 2007
Nombre d'entreprises	321 478	211 374	1 181 983
Nombre d'emplois occupés	505 000	520 000	2 507 676
Nombre moyen d'emplois occupés par entreprise	1,6	2,5	2,1
Nombre d'emplois salariés	109 000	250 000	1 019 964
Nombre moyen d'emplois salariés par entreprises	0,3	1,2	0,9

L'emploi salarié est donc peu présent au démarrage de l'activité (il concerne 22 % des emplois générés par la création d'entreprise), mais se développe fortement dans les trois premières années de vie de l'entreprise : la proportion d'entreprises employant des salariés double et le nombre moyen de salariés par entreprises augmente également.

On estime que trois ans après leur création, les entreprises créées en 2007 et toujours actives compteront 520 000 emplois (salariés ou non) dont 254 000 emplois salariés. Ainsi, malgré la cessation d'activité de certaines entreprises avant leur troisième anniversaire, le nombre d'emplois, et plus particulièrement le nombre d'emplois salariés, a augmenté très significativement (+ 133 %).

Par ailleurs, pour l'année 2007, on estime que les jeunes entreprises âgées au plus de 5 ans (c'est-à-dire les entreprises créées entre 2002 et 2007) ont généré 2 500 000 emplois dont 1 000 000 d'emplois salariés.

A N N E X E :
**La création par régions et
départements de 1993 à 2007**

	Nombre de créations en 2007	Evolution 1993-2002	Evolution 2002-2007	Evolution 2006-2007	Taux de création sur la période 2003-2007*	Indice de ruralité*
Alsace	8 160	+ 3,0 %	+ 78,1 %	+ 21,0 %	54 %	16 %
67 – Bas-Rhin	5 174	+ 10,4 %	+ 74,9 %	+ 18,2 %	55 %	21 %
68 – Haut-Rhin	2 986	- 8,1 %	+ 83,7 %	+ 26,2 %	52 %	9 %
Aquitaine	17 056	- 2,8 %	+ 56,1 %	+ 14,8 %	54 %	66 %
24 – Dordogne	2 070	- 0,2 %	+ 60,0 %	+ 15,3 %	50 %	78 %
33 – Gironde	8 367	- 6,5 %	+ 59,4 %	+ 13,7 %	59 %	50 %
40 – Landes	1 972	+ 5,5 %	+ 60,7 %	+ 21,9 %	56 %	78 %
47 – Lot-et-Garonne	1 447	- 14,9 %	+ 52,2 %	+ 11,9 %	46 %	69 %
64 – Pyrénées-Atlantiques	3 200	+ 7,6 %	+ 44,9 %	+ 14,6 %	47 %	59 %
Auvergne	4 571	- 3,0 %	+ 46,3 %	+ 8,0 %	38 %	68 %
03 – Allier	1 084	- 19,7 %	+ 58,9 %	+ 3,3 %	38 %	70 %
15 – Cantal	402	- 11,7 %	+ 33,6 %	- 2,9 %	31 %	88 %
43 – Haute-Loire	825	+ 7,6 %	+ 45,6 %	+ 14,1 %	37 %	81 %
63 – Puy-de-Dôme	2 260	+ 4,7 %	+ 43,4 %	+ 10,41 %	41 %	48 %
Bourgogne	5 907	- 8,6 %	+ 62,1 %	+ 8,1 %	44 %	61 %
21 – Côte-d’Or	2 031	+ 5,3 %	+ 56,7 %	+ 7,0 %	47 %	57 %
58 – Nièvre	670	- 14,9 %	+ 45,0 %	+ 6,7 %	41 %	84 %
71 – Saône-et-Loire	1 949	- 11,0 %	+ 77,8 %	+ 11,2 %	42 %	58 %
89 – Yonne	1 257	- 19,5 %	+ 58,9 %	+ 5,9 %	46 %	45 %
Bretagne	11 912	+ 5,3 %	+ 57,1 %	+ 13,0 %	47 %	53 %
22 – Côtes-d’Armor	2 194	+ 3,7 %	+ 55,0 %	+ 10,0 %	47 %	65 %
29 – Finistère	3 012	- 5,9 %	+ 56,0 %	+ 11,9 %	43 %	52 %
35 – Ille-et-Vilaine	3 840	+ 19,7 %	+ 66,9 %	+ 21,2 %	49 %	34 %
56 – Morbihan	2 866	+ 3,9 %	+ 48,1 %	+ 6,7 %	49 %	65 %

* Voir note méthodologique en fin de document

	Nombre de créations en 2007	Evolution 1993-2002	Evolution 2002-2007	Evolution 2006-2007	Taux de création sur la période 2003-2007	Indice de ruralité
Centre	9 042	- 11,7 %	+ 66,0 %	+ 10,2 %	48 %	50 %
18 – Cher	1 042	- 10,3 %	+ 52,8 %	+ 11,7 %	44 %	63 %
28 – Eure-et-Loir	1 477	- 26,2 %	+ 90,6 %	+ 15,7 %	49 %	26 %
36 – Indre	712	- 18,8 %	+ 79,8 %	+ 5,2 %	40 %	76 %
37 – Indre-et-Loire	2 230	- 1,1 %	+ 58,5 %	+ 9,6 %	51 %	62 %
41 – Loir-et-Cher	1 205	- 1,8 %	+ 73,4 %	+ 9,4 %	48 %	56 %
45 – Loiret	2 376	- 14,2 %	+ 59,2 %	+ 9,0 %	51 %	30 %
Champagne-Ardenne	4 388	- 9,2 %	+ 57,7 %	+ 12,2 %	45 %	59 %
08 – Ardennes	948	- 5,8 %	+ 58,7 %	+ 7,2 %	47 %	52 %
10 – Aube	1 013	- 11,4 %	+ 72,0 %	+ 12,1 %	46 %	67 %
51 – Marne	1 937	- 8,6 %	+ 51,3 %	+ 13,1 %	46 %	47 %
52 – Haute-Marne	490	- 13,0 %	+ 49,4 %	+ 19,2 %	38 %	75 %
Corse	2 359	+ 14,3 %	+ 38,4 %	+ 9,4 %	55 %	73 %
2A – Corse-du-Sud	1 150	+ 18,9 %	+ 32,9 %	+ 6,1 %	55 %	63 %
2B – Haute-Corse	1 209	+ 10,1 %	+ 44,1 %	+ 10,6 %	54 %	79 %
Franche-Comté	4 288	- 2,2 %	+ 66,5 %	+ 15,9 %	48 %	46 %
25 – Doubs	1 960	- 1,8 %	+ 67,8 %	+ 20,8 %	50 %	48 %
39 – Jura	998	- 0,3 %	+ 56,7 %	+ 8,7 %	43 %	60 %
70 – Haute-Saône	803	+ 4,0 %	+ 63,9 %	+ 7,8 %	48 %	39 %
90 – Territoire-de-Belfort	527	- 16,4 %	+ 87,5 %	+ 27,0 %	52 %	0 %
Ile-de-France	75 347	- 7,5 %	+ 40,5 %	+ 10,6 %	55 %	1 %
75 – Paris	28 133	- 0,9 %	+ 21,6 %	+ 4,5 %	51 %	0 %
77 – Seine-et-Marne	5 625	- 17,7 %	+ 71,2 %	+ 19,8 %	57 %	2 %
78 – Yvelines	6 219	- 9,8 %	+ 52,9 %	+ 12,4 %	53 %	0 %
91 – Essonne	5 159	- 17,5 %	+ 54,7 %	+ 12,5 %	57 %	0 %
92 – Hauts-de-Seine	9 623	- 6,7 %	+ 50,8 %	+ 14,7 %	55 %	0 %
93 – Seine-Saint-Denis	8 519	- 24,3 %	+ 61,7 %	+ 11,1 %	70 %	0 %
94 – Val-de-Marne	6 606	- 24,3 %	+ 61,7 %	+ 16,9 %	59 %	0 %
95 – Val-d'Oise	5 463	- 9,3 %	+ 36,3 %	+ 16,6 %	62 %	0 %

	Nombre de créations en 2007	Evolution 1993-2002	Evolution 2002-2007	Evolution 2006-2007	Taux de création sur la période 2003-2007	Indice de ruralité
Languedoc-Roussillon	17 731	+ 6,1 %	+ 42,3 %	+ 12,1 %	65 %	66 %
11 – Aude	2 082	+ 7,0 %	+ 47,3 %	+ 5,7 %	64 %	61 %
30 – Gard	4 299	- 2,6 %	+ 53,4 %	+ 10,6 %	61 %	60 %
34 – Hérault	7 737	+ 8,5 %	+ 37,3 %	+ 14,9 %	66 %	59 %
48 – Lozère	278	- 3,3 %	+ 36,3 %	+ 10,3 %	36 %	92 %
66 – Pyrénées-Orientales	3 335	+ 12,1 %	+ 38,4 %	+ 12,1 %	71 %	73 %
Limousin	2 575	- 1,6 %	+ 61,9 %	+ 8,0 %	42 %	74 %
19 – Corrèze	885	- 10,1 %	+ 73,9 %	+ 7,7 %	40 %	72 %
23 – Creuse	376	+ 2,0 %	+ 48,0 %	+ 6,2 %	38 %	89 %
87 – Haute-Vienne	1 314	+ 3,2 %	+ 58,9 %	+ 8,8 %	46 %	57 %
Lorraine	8 337	+ 2,3 %	+ 57,6 %	+ 17,2 %	52 %	42 %
54 – Meurthe-et-Moselle	2 526	+ 4,9 %	+ 53,6 %	+ 19,0 %	51 %	16 %
55 – Meuse	519	+ 2,9 %	+ 63,2 %	+ 10,4 %	45 %	70 %
57 – Moselle	3 861	- 1,4 %	+ 60,7 %	+ 18,3 %	57 %	21 %
88 – Vosges	1 431	+ 7,7 %	+ 54,7 %	+ 13,8 %	46 %	75 %
Midi-Pyrénées	15 078	+ 5,3 %	+ 57,1 %	+ 16,3 %	53 %	70 %
09 – Ariège	786	+ 16,6 %	+ 47,5 %	+ 12,1 %	55 %	71 %
12 – Aveyron	1 082	+ 3,8 %	+ 54,3 %	+ 8,5 %	40 %	81 %
31 – Haute-Garonne	7 421	+ 13,7 %	+ 56,8 %	+ 17,5 %	62 %	41 %
32 – Gers	853	+ 3,0 %	+ 56,8 %	+ 15,6 %	46 %	90 %
46 – Lot	816	+ 5,3 %	+ 37,8 %	+ 12,7 %	45 %	81 %
65 – Hautes-Pyrénées	1 136	- 8,0 %	+ 49,9 %	+ 17,0 %	45 %	69 %
81 – Tarn	1 767	+ 10,6 %	+ 64,8 %	+ 16,8 %	48 %	69 %
82 – Tarn-et-Garonne	1 217	+ 5,1 %	+ 74,4 %	+ 20,6 %	56 %	76 %
Nord-Pas-de-Calais	12 848	- 0,9 %	+ 64,0 %	+ 11,8 %	51 %	25 %
59 – Nord	8 837	- 3,9 %	+ 66,7 %	+ 12,3 %	53 %	11 %
62 – Pas-de-Calais	4 011	+ 5,9 %	+ 58,5 %	+ 10,9 %	48 %	31 %

	Nombre de créations en 2007	Evolution 1993-2002	Evolution 2002-2007	Evolution 2006-2007	Taux de création sur la période 2003-2007	Indice de ruralité
Basse-Normandie	5 217	- 4,6 %	+ 57,9 %	+ 7,7 %	45 %	57 %
14 – Calvados	2 844	- 5,5 %	+ 58,7 %	+ 12,1 %	50 %	33 %
50 – Manche	1 470	- 2,9 %	+ 56,9 %	+ 7,5 %	40 %	71 %
61 – Orne	903	- 4,8 %	+ 57,3 %	- 3,6 %	42 %	75 %
Haute-Normandie	6 079	- 17,0 %	+ 74,8 %	+ 16,3 %	48 %	24 %
27 – Eure	2 205	- 12,6 %	+ 84,5 %	+ 18,8 %	51 %	25 %
76 – Seine-Maritime	3 874	- 19,1 %	+ 69,7 %	+ 14,9 %	46 %	24 %
Pays-de-la-Loire	13 757	+ 8,2 %	+ 65,3 %	+ 16,1 %	50 %	59 %
44 – Loire-Atlantique	5 811	+ 11,5 %	+ 60,5 %	+ 17,4 %	56 %	75 %
49 – Maine-et-Loire	2 782	+ 5,9 %	+ 68,5 %	+ 15,6 %	47 %	62 %
53 – Mayenne	842	+ 2,8 %	+ 55,1 %	+ 18,4 %	38 %	67 %
72 – Sarthe	1 692	- 1,4 %	+ 52,7 %	+ 12,3 %	45 %	55 %
85 – Vendée	2 630	- 22,2 %	+ 90,2 %	+ 15,4 %	49 %	73 %
Picardie	5 666	- 16,3 %	+ 55,9 %	+ 12,7 %	47 %	40 %
02 – Aisne	1 573	- 16,5 %	+ 64,4 %	+ 18,4 %	45 %	37 %
60 – Oise	2 635	- 16,6 %	+ 52,3 %	+ 11,9 %	51 %	17 %
80 – Somme	1 458	- 15,5 %	+ 53,8 %	+ 8,5 %	42 %	64 %
Poitou-Charentes	7 167	- 7,2 %	+ 70,4 %	+ 11,2 %	49 %	68 %
16 – Charente	1 264	- 16,5 %	+ 61,4 %	+ 1,0 %	45 %	74 %
17 – Charente-Maritime	3 365	+ 8,4 %	+ 66,7 %	+ 15,9 %	55 %	69 %
79 – Deux-Sèvres	1 123	- 15,1 %	+ 69,9 %	+ 13,2 %	42 %	71 %
86 – Vienne	1 415	- 22,2 %	+ 90,2 %	+ 8,8 %	48 %	56 %

	Nombre de créations en 2007	Evolution 1993-2002	Evolution 2002-2007	Evolution 2006-2007	Taux de création sur la période 2003-2007	Indice de ruralité
Provence-Alpes-Côte d'Azur	35 986	+ 6,9 %	+ 36,3 %	+ 11,1 %	60 %	51 %
04 – Alpes-de-Haute-Provence	1 014	+ 6,2 %	+ 35,2 %	+ 6,5 %	54 %	83 %
05 – Hautes-Alpes	992	+ 32,4 %	+ 25,1 %	+ 20,2 %	50 %	82 %
06 – Alpes-Maritimes	9 557	+ 6,5 %	+ 30,1 %	+ 10,7 %	60 %	23 %
13 – Bouches-du-Rhône	13 065	+ 5,63	+ 43,1 %	+ 13,9 %	60 %	10 %
83 – Var	7 586	+ 5,1 %	+ 33,2 %	+ 8,1 %	64 %	42 %
84 – Vaucluse	3 772	+ 10,1 %	+ 39,8 %	+ 7,9 %	59 %	43 %
Rhône-Alpes	33 076	+ 2,7 %	+ 51,9%	+ 15,7 %	53 %	42 %
01 – Ain	2 384	+ 5,6 %	+ 51,6 %	+ 17,4 %	49 %	31 %
07 – Ardèche	1 543	+ 16,4 %	+ 53,5 %	+ 14,0 %	52 %	57 %
26 – Drôme	2 719	+ 8,4 %	+ 55,6 %	+ 10,2 %	57 %	69 %
38 – Isère	5 912	+ 1,2 %	+ 48,4 %	+ 17,3 %	53 %	35 %
42 – Loire	3 324	+ 8,1 %	+ 44,4 %	+ 17,5 %	48 %	81 %
69 – Rhône	10 147	- 7,5 %	+ 64,6 %	+ 18,1 %	57 %	26 %
73 – Savoie	2 752	+ 17,3 %	+ 34,2 %	+ 10,9 %	48 %	57 %
74 – Haute-Savoie	4 295	+ 6,6 %	+ 45,9 %	+ 13,4 %	51 %	13 %
France métropolitaine	306 547	- 1,4 %	+ 50,3 %	+ 12,7 %	53 %	51 %
Guadeloupe	4 632	+ 43,3 %	+ 23,8 %	+ 3,6 %	55 %	
Guyane	1 044	+ 7,6 %	+ 23,1 %	+ 9,2 %	66 %	
Martinique	3 489	+ 5,7 %	+ 43,2 %	+ 13,6 %	56 %	
La Réunion	5 766	+ 23,1 %	+ 46,9 %	+ 11,7 %	85 %	
France	321 478	- 0,4 %	+ 49,6 %	+ 12,5 %	54 %	

Note méthodologique

Une modification du concept de création d'entreprise depuis le 1^{er} janvier 2007

A partir de janvier 2007, la définition du concept de création d'entreprise a été modifiée par l'Insee afin d'harmoniser les statistiques au niveau européen. Depuis cette date, une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, c'est-à-dire que la création d'entreprise doit obligatoirement être accompagnée de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production.

Définie ainsi, la nouvelle notion de création d'entreprise est plus large que la notion de création pure qui était utilisée par l'APCE jusque-là. En effet, en plus des créations pures, la nouvelle notion comprend aussi les réactivations dont la dernière cessation est survenue plus d'un an avant la nouvelle création (environ 60 % des réactivations) et les reprises d'entreprises pour lesquelles il n'y a pas de continuité de l'entreprise (environ 25 % des reprises). La continuité d'une entreprise reprise est évaluée à partir de la localisation de l'entreprise et de l'activité exercée.

Cette modification de concept de création d'entreprise s'accompagne également d'un élargissement du champ d'activité des entreprises. Jusqu'en 2006, la création d'entreprise ne concernait que les activités du champ ICS (Industrie, Commerce et Services). Le nouveau champ d'observation mis en place à partir de 2007 s'étend donc à l'ensemble des activités marchandes hors secteur agricole. En plus des activités du champ ICS, viennent s'ajouter les activités financières, les activités de location de biens immobiliers et certaines catégories juridiques (qui sont essentiellement des associations marchandes, des établissements publics administratifs ou des sociétés civiles). Les nouvelles activités qui ont élargi le champ d'analyse représentent environ 3,5 % des créations.

Estimation de l'emploi pour l'année 2007

L'estimation des chiffres de l'emploi salarié et non salarié est estimée à partir des enquêtes Sine de la génération 2006 pour la situation de l'emploi en 2007, de la génération 2002 pour l'évolution de l'emploi dans les trois ans qui suivent l'enquête et de la génération 1998 pour l'estimation de l'emploi des cinq dernières années.

Les chiffres proposés sont estimés à la condition que les entreprises de la génération 2007 enregistrent une évolution identique à celle de la génération 2002 puisque le modèle de calcul applique la pérennité des entreprises et l'emploi salarié des entreprises de la génération 2002 aux entreprises créées en 2007.

Deux indicateurs :

Taux de création sur la période 2003-2007 : cet indicateur correspond au cumul du nombre d'entreprises créées entre 2003 et 2007 rapporté au nombre moyen d'entreprises dans le stock sur cet intervalle.

Exemple de lecture : en Alsace, le taux s'élève à 54 %. Pour en moyenne 100 entreprises existantes entre 2003 et 2007, on recense en Alsace 54 créations sur les cinq dernières années (soit entre 2003 et 2007)

Indice de ruralité : cet indicateur correspond à la proportion de communes se situant dans des espaces à dominante rurale (tels que définis par l'Insee). Cette information de ruralité n'est fournie que pour la France métropolitaine, c'est la raison pour laquelle l'information est manquante pour les Départements d'outre-mer